



MINISTÈRE DU TRAVAIL.

Direction  
des entreprises,  
de la concurrence,  
de la consommation,  
du travail et de  
l'emploi de La  
Réunion

**Pôle TRAVAIL**

Téléphone : 0262 94 07 16  
Télécopie : 0262 94 07 00

**Arrêté DIECCTE / SG-2018-02  
portant habilitation aux Inspecteurs du Travail à prendre les décisions administratives  
relevant de leur compétence exclusive en vertu des dispositions législatives et réglementaires  
ainsi que les règles d'intérim en cas d'absence de l'un ou l'autre**

LA DIRECTRICE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION,  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

- Vu le code du travail ;
- Vu le décret n° 2010-1582 du 17 décembre 2010 relatif à l'organisation et aux missions des services de l'Etat dans les départements d'outre-mer, à Mayotte et à Saint-Pierre-et-Miquelon ;
- Vu le décret n° 2014-359 du 20 mars 2014 relatif à l'organisation du système d'Inspection du Travail ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 portant création et répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 juin 2014 portant dérogation à la création dans chaque département d'une section d'inspection du travail compétente dans les exploitations, entreprises et établissements agricoles ;
- Vu la validation du plan régional par le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social en date du 24 mars 2014 ;
- Vu la consultation du comité technique des services déconcentrés en date du 27 mai 2014 ;
- Vu l'arrêté modificatif du directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Réunion du 14 octobre 2014 fixant le périmètre des unités de contrôle et le découpage des sections d'inspection de La Réunion ;
- Vu l'arrêté du 27 novembre 2014 portant nomination de Madame Sylvie GUILLERY, en tant que directrice des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Réunion à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014 ;
- Vu l'arrêté du 11 octobre 2017 portant habilitation aux Inspecteurs du Travail à prendre les décisions administratives relevant de leur compétence exclusive en vertu des dispositions législatives et réglementaires ainsi que les règles d'intérim en cas d'absence de l'un ou l'autre ;

Vu l'arrêté du 02 janvier 2018 relatif à la nomination des responsables d'unité de contrôle et l'affectation des agents de contrôle au sein des unités de contrôle et des sections d'inspection de La Réunion.

## ARRÊTE

### ARTICLE 1

Sont habilités à prendre les décisions administratives qui relèvent de leur compétence exclusive en vertu des dispositions législatives et réglementaires les inspecteurs du travail suivants :

#### Unité de Contrôle Nord

- 1<sup>ère</sup> section : PFISTER Suzie
- 2<sup>ème</sup> section : FRANCOISE Patricia
- 3<sup>ème</sup> section : TSANG TUNG Huguette
- 4<sup>ème</sup> section : CHATEAUROUX Patricia
- 5<sup>ème</sup> section : MANSOOR Stéphanie
- 6<sup>ème</sup> section : DALLEAU Gilberte pour la commune de SALAZIE  
TSANG TUNG Huguette pour la commune de BRAS PANON  
FRANCOISE Patricia pour la partie de la commune de SAINT DENIS relevant de cette  
Section
- 7<sup>ème</sup> section : DALLEAU Gilberte
- 8<sup>ème</sup> section : DALLEAU Gilberte

#### Unité de Contrôle Sud

- 9<sup>ème</sup> section : CURTI Corinne
- 10<sup>ème</sup> section : ZAHM Sonia
- 11<sup>ème</sup> section : PALAO Henri
- 12<sup>ème</sup> section : ALAVIN Dominique
- 13<sup>ème</sup> section : PAYET Gladys
- 14<sup>ème</sup> section : DUBARD MAILLOT Virginie
- 15<sup>ème</sup> section : INGARGIOLA Marie-Claude
- 16<sup>ème</sup> section : GROSS Nathalie

### ARTICLE 2

L'empêchement peut être invoqué en cas de conflits d'intérêts déclarés par l'inspecteur du travail compétent, conformément aux dispositions des articles L. 8124-14, L. 8124-15 et L. 8124-16 du code du travail.

#### Unité de Contrôle Nord

En cas d'absence ou d'empêchement de Suzie PFISTER, l'intérim sera effectué par Huguette TSANG TUNG, à défaut par Gilberte DALLEAU, à défaut par Patricia FRANCOISE, à défaut par Stéphanie MANSOOR, à défaut par Patricia CHATEAUROUX.

En cas d'absence ou d'empêchement de Patricia FRANCOISE l'intérim sera effectué par Stéphanie MANSOOR, à défaut par Huguette TSANG TUNG, à défaut par Patricia CHATEAUROUX à défaut par Gilberte DALLEAU, à défaut par Suzie PFISTER.

En cas d'absence ou d'empêchement d'Huguette TSANG TUNG, l'intérim sera effectué par Gilberte DALLEAU, à défaut par Patricia CHATEAUROUX, à défaut par Suzie PFISTER, à défaut par Patricia FRANCOISE, à défaut par Stéphanie MANSOOR.

En cas d'absence ou d'empêchement de Patricia CHATEAUROUX l'intérim sera effectué par Suzie PFISTER, à défaut par Patricia FRANCOISE, à défaut par Gilberte DALLEAU, à défaut par Stéphanie MANSOOR, à défaut par Huguette TSANG TUNG.

En cas d'absence ou d'empêchement de Stéphanie MANSOOR, l'intérim sera effectué par Patricia FRANCOISE, à défaut par Suzie PFISTER, à défaut par Patricia CHATEAUROUX, à défaut par Huguette TSANG TUNG, à défaut par Gilberte DALLEAU.

En cas d'absence ou d'empêchement de Gilberte DALLEAU, l'intérim sera effectué par Patricia CHATEAUROUX, à défaut par Stéphanie MANSOOR, à défaut par Huguette TSANG TUNG, à défaut par Suzie PFISTER, à défaut par Patricia FRANCOISE.

#### Unité de Contrôle Sud

En cas d'absence ou d'empêchement de Corinne CURTI, l'intérim sera effectué par Dominique ALAVIN, à défaut par Marie-Claude INGARGIOLA, à défaut par Nathalie GROSS, à défaut par Henri PALAO, à défaut par Sonia ZAHM, à défaut par Virginie DUBARD MAILLOT, à défaut par Gladys PAYET.

En cas d'absence ou d'empêchement de Sonia ZAHM, l'intérim sera effectué par Virginie DUBARD MAILLOT, à défaut par Corinne CURTI, à défaut par Marie-Claude INGARGIOLA, à défaut par Gladys PAYET, à défaut par Dominique ALAVIN, à défaut par Henri PALAO, à défaut par Nathalie GROSS.

En cas d'absence ou d'empêchement de Henri PALAO, l'intérim sera effectué par Gladys PAYET, à défaut par Nathalie GROSS, à défaut par Dominique ALAVIN, à défaut par Virginie DUBARD MAILLOT, à défaut par Corinne CURTI, à défaut par Marie-Claude INGARGIOLA, à défaut par Sonia ZAHM.

En cas d'absence ou d'empêchement de Dominique ALAVIN, l'intérim sera effectué par Corinne CURTI, à défaut par Henri PALAO, à défaut par Virginie DUBARD MAILLOT, à défaut par Sonia ZAHM, à défaut par Gladys PAYET, à défaut par Nathalie GROSS, à défaut par Marie-Claude INGARGIOLA.

En cas d'absence ou d'empêchement de Gladys PAYET, l'intérim sera effectué par Henri PALAO, à défaut par Virginie DUBARD MAILLOT, à défaut par Sonia ZAHM, à défaut par Nathalie GROSS, à défaut par Marie-Claude INGARGIOLA, à défaut par Dominique ALAVIN, à défaut par Corinne CURTI.

En cas d'absence ou d'empêchement de Virginie DUBARD MAILLOT, l'intérim sera effectué par Sonia ZAHM, à défaut par Gladys PAYET, à défaut par Henri PALAO, à défaut par à défaut par Marie-Claude INGARGIOLA, à défaut par Nathalie GROSS, à défaut par Corinne CURTI, à défaut par Dominique ALAVIN

En cas d'absence ou d'empêchement de Marie-Claude INGARGIOLA, l'intérim sera effectué par Nathalie GROSS, à défaut par Sonia ZAHM, à défaut par Corinne CURTI, à défaut par Dominique ALAVIN, à défaut par Henri PALAO, à défaut par Gladys PAYET, à défaut par Virginie DUBARD MAILLOT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Nathalie GROSS, l'intérim sera effectué par Marie-Claude INGARGIOLA, à défaut par Dominique ALAVIN, à défaut par Gladys PAYET, à défaut par Corinne CURTI, à défaut par Virginie DUBARD MAILLOT, à défaut par Sonia ZAHM, à défaut par Henri PALAO.

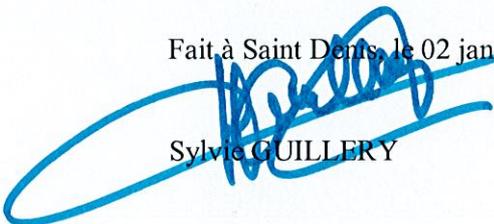
#### ARTICLE 3

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté du 11 octobre 2017 portant habilitation aux Inspecteurs du Travail à prendre les décisions administratives relevant de leur compétence exclusive en vertu des dispositions législatives et réglementaires ainsi que les règles d'intérim en cas d'absence de l'un ou l'autre.

#### ARTICLE 4

La directrice des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la Réunion est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs

Fait à Saint Denis, le 02 janvier 2018

  
Sylvie GUILLERY